

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
20, rue du XXXI Décembre, Genève  
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
} Autres pays. 9 fr. —

## Le retour des Serbes

Ce serait plutôt le moment de se taire que de parler.

Il fallait parler quand ils étaient insultés par l'odieuse ultimatum austro-allemand, que d'aucuns, parmi nous, voudraient nous faire oublier pour l'amour de Charles IV.

Il fallait parler quand les canons de François-Joseph — vieillard néfaste — ou de Conrad — maréchal trop ambitieux — tiraient leurs premiers coups contre la citadelle de Belgrade, sonnait le glas de l'Europe, frappant au cœur la liberté des petits peuples.

Il fallait parler quand les armées du valeureux général Potiorek pénétraient en Serbie de plusieurs côtés à la fois, pour s'y faire battre du reste, à plate couture, par les « éleveurs de cochons » du vieux voïvod Putnik.

Il fallait parler quand les régiments serbes attaqués dans le dos, comme d'habitude, par leurs anciens alliés bulgares, reculaient pas à pas devant les canons, encore plus que devant les soldats de Mackensen.

Il fallait parler durant cette retraite épique, à travers les montagnes d'Albanie, de tout un peuple en armes qui préférait l'exil à l'esclavage, l'anéantissement à la paix honteuse offerte de la main gauche.

Il fallait parler quand l'auguste descendant des chefs montagnards libérateurs de la Serbie — et non pas un souverain quelconque emprunté à quelque pauvre souche germanique — le roi Pierre Karageorges, horriblement cahoté par sa rude litière, s'en allait, au pas lent de ses porteurs, versant sur sa route les larmes de Priam et de David.

Il fallait parler quand ces débris misérables d'une des plus belles races de l'Europe arrivaient, hâves et décharnés, sur le rivage inhospitalier de l'Adriatique, squelettes vivants plutôt qu'hommes, et dont un grand nombre s'effondraient à la vue des vaisseaux qui devaient les recueillir et les emporter vers une terre plus clémente.

Il fallait parler quand ces barques remplies de cadavres serbes s'en allaient au large, une à une, vider leur sinistre cargaison dans le large sourire de la mer bleue.

Il fallait parler quand ce qui pouvait être resté de Serbes en Serbie ne cessait d'être rançonné, violenté, martyrisé, massacré — hommes, femmes, enfants — par le Magyar ou par le Bulgare, au risque de disparaître à son tour, — si le peuple serbe, vivace entre tous, pouvait jamais disparaître de la terre ! Mais je songe qu'à cette heure encore, ces souffrances, cette persécution, cette famine continuent, et qu'à Belgrade seulement, sous une administration autrichienne, on compte 8500 enfants serbes tuberculeux.

Il fallait parler quand le Bulgare vorace et pillard, encouragé par le Prussien, son émule, ravissait aux Serbes, pour les détruire, ou pour les vendre, leurs objets d'art, leurs livres, leurs troupeaux, leur laine, leur blé, et tout ce qu'ils pouvaient trouver dans le fond des armoires abandonnées, pots de pommade ou flacons d'eau de Cologne — et même, ô profanation sans exemple, jusqu'aux monuments des cimetières pour y mettre leurs propres morts !

Il fallait parler quand le gouvernement du tsar félon décrétait le recrutement des Serbes de Macédoine et de Serbie pour les forcer à combattre contre leurs libérateurs et leurs frères.

Il fallait parler quand les divisions bulgares étouffaient dans le sang les moindres tentatives de révolte et faisaient payer aux populations inoffensives, par le massacre ou la déportation en masse, l'effroi que leur avait causé l'indomptable Kosta Voinovitch.

Il fallait parler quand, au bruit de misérables disputes diplomatiques, la Serbie, lentement, inexorablement, s'enfonçait dans l'abîme, sans la moindre lueur à l'horizon pour entretenir sa foi et soutenir son courage — et pourtant elle restait fidèle et ne désespérait point.

Il fallait parler, quand déjà, à vues humaines, il ne devait plus y avoir de Serbie.

Il fallait parler pour protester à la face du monde contre une pareille iniquité, parler encore pour réchauffer, si possible, d'un mot de sympathie, ceux qui défendaient contre les corbeaux cette grande dépouille de peuple, soit en Serbie, soit à l'étranger.

Mais aujourd'hui, c'est le silence qui s'impose à nos lèvres, tandis que l'œuvre de résurrection commence à s'accomplir, tandis que cette poignée de braves qui représentent à cette heure toute l'armée serbe, remonte vers le Nord, tandis que de toute part les héros morts surgissent de leurs tombeaux pour montrer aux survivants le chemin de la patrie perdue, la route de la victoire.

Quelles paroles seraient à la hauteur d'un pareil retour, d'une aussi prompte revanche ? Où trouver les mots qui pourraient traduire non pas seulement la marche foudroyante des guerriers serbes, mais cette voix qui retentit dans leur cœur aux approches du foyer dévasté, ce murmure qui court à fleur de la terre mutilée, et s'avance à leur rencontre, demi-plainte et demi-chant de joie ? Tout cela est trop grand, trop profond, trop solennel pour supporter la moindre phrase étrangère, le moindre son parti d'un pays où l'on n'a point souffert, où l'on n'a pas combattu, et où l'on a peut être douté.

Silence à nos bouches sceptiques et pusillanimes : sur la route de Salonique à Monastir, de Monastir à Prilep, de Prilep à Vélès, de Vélès à Uskub et à Nisch — en passant par Kumanovo ! — s'avancent, drapées dans la bannière aux trois couleurs, ces deux sœurs immortelles : la Justice et la Liberté.

Silence... Silence...

Alexis FRANÇOIS,  
professeur  
à l'Université de Genève.

## L'épine bulgare

Ces mots qui proviennent, sauf erreur, de M. Gustave Hervé, expriment très justement la situation créée par l'aitèlement de la Bulgarie au char germanique. Au moment où l'on croyait que les Balkans seraient définitivement apaisés, par suite des victoires des alliés balkaniques sur la Turquie, en 1912, la Bulgarie se détacha formellement de ses voisins pour se mettre corps et âme au service de l'Allemagne. Malgré l'échec de 1913, elle persista dans cette voie et ne manqua pas d'attaquer de nouveau la Serbie au moment le plus critique de toute l'histoire serbe. Le royaume serbe fut écrasé et la Bulgarie s'installa commodément sur le chemin que la Serbie voulait barrer à l'envahisseur germanique. L'épine bulgare était trop profonde pour être retirée par un simple flirt. Il fallait agir plus efficacement et tuer le mal dans sa source même.

La capitulation bulgare termine en effet virtuellement la campagne des Balkans ; la guerre se trouve replacée sur un terrain plus large, celui de la monarchie des Habsbourg. L'instrument dont les puissances centrales se servaient pour tenir en échec le peuple serbe a rendu aux Germano-Magyars d'excellents services, mais son effet ne pouvait être qu'éphémère. Après trois ans de martyre, la Serbie peut aujourd'hui reprendre sa place dans les Balkans, prête à accomplir jusqu'au bout sa mission nationale. L'élimination de la Bulgarie permet en effet aux Alliés de prendre à revers le front austro-allemand et de continuer la guerre là où en 1915 par suite de l'enfoncement de l'épine bulgare, elle fut interrompue.

La Bulgarie a préféré capituler avant l'écrasement complet. L'épine bulgare n'est pas brisée, elle est seulement retirée du corps balkanique. Mais, cela ne veut pas et ne doit pas dire que le châtiement des coupables est devenu superflu. L'indulgence du « Corriere della Sera » et du « Secolo » pour la Bulgarie dépasse tous ce rapport les limites permises. Si l'Italie avait été l'objet des procédés bulgares, nous sommes certains que les grands organes démocratiques de Milan réfléchiraient bien avant de donner l'absolution, empressés qu'ils réclament si ardemment pour la Bulgarie. Avant de défendre un criminel, il est de règle d'entendre l'acte d'accusation. Or, cet acte d'accusation n'est pas encore présenté. Moins d'engagement en faveur de ceux qui ont ravagé et violé la Serbie, tuant sans merci la population serbe innocente, ne nuirait nullement à la grande réputation des organes principaux de l'opinion publique italienne. R.

## Le « bon droit » autrichien à la Bosnie-Herzégovine

Depuis plusieurs mois les Magyars s'efforcent d'annexer sous une forme plus ou moins déguisée les deux provinces serbes, la Bosnie et l'Herzégovine. Voyant la poussée irrésistible des Serbo-Croates et Sloènes vers la liberté et l'indépendance, les seigneurs de Budapest s'évertuent à morceler encore davantage les pays serbo-croates et à empêcher ainsi l'union politique des Yougoslaves. Une discussion assez vive fut engagée tout récemment entre la presse magyare et celle de Vienne au sujet du bénéficiaire de cette annexion, chaque partie de la double Monarchie ayant insisté à ce que la Bosnie-Herzégovine lui soit attribuée. C'est qu'en droit, la Bosnie-Herzégovine n'appartient pour le moment ni à l'Autriche, ni à la Hongrie, la violence de 1908 n'étant pas encore sanctionnée par les lois respectives. Sachant donc que la Bosnie-Herzégovine ne fait pas partie intégrante de la Monarchie et que même la formule séduisante « ni annexions ni indemnité » ne saurait s'appliquer à ces deux provinces martyres qui souffrent sous le joug austro-hongrois plus que sous celui des Turcs, l'Autriche-Hongrie cherche à trouver une solution quelconque, pour régler la situation juridique des pays annexés. Ce furent les Magyars auxquels on confia la mission de tenter une solution purement magyare, c'est-à-dire de s'approprier tout simplement la Bosnie. Ce plan provoqua pourtant chez les Allemands des plus vives protestations, parce qu'ils n'admettent pas à être exclus de l'exploitation d'un pays aussi

fertile que la Bosnie-Herzégovine. (Voir les cris d'alarme et les aveux cyniques de la « Neue Freie Presse » des 24 et 25 septembre). Après Tisza qui a montré le poing aux Serbes à Sarajevo, les Autrichiens se sont empressés d'y envoyer leur Spitzmüller qui a parlé d'un ton beaucoup plus doux. « Le droit d'un peuple de disposer de son sort n'est pas illimité ; il faut tenir compte aussi de ses voisins », a déclaré Herr Spitzmüller.

Or, le ministre-président autrichien, M. Hussarek, vient de préciser lui aussi dans son discours, au Reichsrat, du 1er octobre, que l'Autriche n'est nullement disposée à renoncer à son bon droit à la Bosnie-Herzégovine. Personne ne peut nous forcer à abandonner notre droit à ce pays, et toute solution du problème bosniaque doit satisfaire aussi les intérêts autrichiens.

M. Hussarek a évidemment raison. La Hongrie ne possède pas plus de droit que l'Autriche par rapport aux provinces annexées. Mais où le ministre président austro-hongrois a tort, c'est dans l'omission de préciser le caractère de ce droit « commun » austro-magyar à l'exploitation des deux provinces serbes. Le « droit » ne résulte que de la violence brutale accomplie aussi bien en 1878 qu'en 1908. L'approche des troupes serbo-alliées de la Bosnie ne manquera pas certes de réveiller les diplomates endormis du Ballplatz et de leur rappeler que le moment de déguerpir n'est pas aussi loin que l'on s'imaginait à Vienne.

## La Serbie et l'unité yougoslave

— Déclarations de M. Pachitch —

M. Pachitch, ministre-président de Serbie, a fait à la presse parisienne les déclarations suivantes :

Je suis enchanté de ma visite à Paris, où je me sens toujours comme si je me trouvais parmi mes compatriotes. Cette fois-ci mon séjour coïncide en outre avec les succès des Alliés sur tous les champs de bataille. Les victoires sur le front français ainsi que sur ceux d'Orient et de Palestine offrent une assurance éclatante au monde entier que les principes de liberté et de justice l'emporteront sur ceux de la force brutale et nous permettent d'entrevoir, à la fin de cette lutte imposée au monde par les puissances germaniques, un nouvel ordre international basé sur la liberté et l'égalité des peuples et de nature à assurer une nouvelle et meilleure civilisation.

Arrivés à la conclusion de ne pas pouvoir vaincre leurs adversaires sur les champs de bataille, nos ennemis commencent à nous offrir leurs suggestions de paix, sans naturellement se préoccuper de la question de responsabilité qui a embrasé le monde il y a quatre ans, qui a tué des millions d'hommes, ruiné des monuments séculaires et dévasté des provinces entières. Tout naturellement, nos ennemis passent sous silence les grands idéals pour la défense desquels nos alliés ont été obligés de prendre les armes et de faire les sacrifices dont l'histoire ne connaît — et espérons ne connaîtra — de pareils. Il ne pourra point être question de paix avant que les instigateurs de l'immense fléau qui sévit aujourd'hui sur presque toute notre planète soient amenés à reconnaître leur responsabilité et leur culpabilité. Sans cette garantie la guerre recommencerait à la première occasion.

La grande Révolution française a reconnu et assuré les droits à la liberté et à l'égalité de l'homme ; cette effroyable guerre assurera les droits à la liberté et l'égalité des nations grandes et petites.

Les résultats ne peuvent pas ne pas être proportionnés au sacrifice.

D'accord avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie a provoqué cette horrible guerre en vue de subjuguier la Serbie et d'assurer ensuite les succès de la politique séculaire germanique du « Drang nach Osten » et de la domination universelle. Quoique beaucoup plus petite, la Serbie a relevé le gant autrichien, résolue comme elle l'était, non seulement à défendre son indépendance, mais à libérer en même temps ses frères serbes, croates et sloènes soumis à la domination austro-hongroise afin de former, unis avec eux dans un Etat libre et démocratique, une barrière solide contre la poussée germanique vers l'Orient.

L'existence de la Serbie, attachée par tout son être aux nations libérales, son importance stratégique et la brutalité avec laquelle elle a été traitée ont amené à ses côtés les gouvernements et l'opinion publique de grands pays de l'Europe, voire du monde entier.

Dans toute la mesure du possible, nos frères serbes, croates et sloènes, soumis à la tyrannie du régime de la maison des Habsbourg, sont accourus vers nous dès les premiers jours de la guerre, ont lutté sous nos drapeaux pour la cause sacrée de notre unité nationale, non seulement sur le front de Salonique, mais aussi en Dobroudja, en Mourmanie et partout ailleurs.

Au moment où nos grands et généreux alliés, fidèles à leurs engagements de reconnaître à tout peuple le droit de décider de son propre sort, ont proclamé leurs sympathies à la libération et à la formation en Etats indépendants des Tchéco-Slovaques et des Polonais, nous n'avons aucune raison de douter que, reconnaissant la loyauté et les sacrifices de leur alliée, la Serbie, ils ne lui reconnaissent le droit et ils ne l'aident à libérer tous ses frères et à s'unir avec eux dans un Etat libre et indépendant.

Une déclaration dans ce sens, venant de

la part de nos grands alliés, serait de plus opportune; elle relèverait une fois de plus le moral des Serbes, Croates et Slovènes dans la double monarchie, elle soutiendrait leur résistance et surtout elle paralyserait toutes les intrigues dirigées contre notre union nationale, et en même temps contre la politique générale des Alliés.

Il faut surtout se garder des pièges que le gouvernement de Vienne prépare depuis le moment où il a vu la victoire fuir les puissances centrales. Arrivée à la conviction que ses Etats vont se disloquer, la maison des Habsbourg commence à préparer des projets de concessions à ses peuples. A notre savoir, elle en a déjà cinq différents dans ses tiroirs. Acculée à la nécessité de céder, elle se déclare prête à créer même une Yougoslavie sous son propre sceptre,

## Canossa bulgare

La débâcle touranienne touche à sa fin. La Bulgarie a déjà capitulé, c'est bientôt le tour de la Turquie. C'est à peine si la plume du journaliste a pu suivre la marche impétueuse de l'armée alliée sur le front de Salonique et en Palestine. Chaque jour nous apprenait un succès nouveau sur l'armée bulgare en déroute. De Prilep à Velès, de Velès à Ystip et à Kotchané, de là à Scoplé et à Kustendil! De victoire en victoire, les Alliés arrivent à la porte de la capitale bulgare. Le bruit des triomphes des armées alliées a fait trembler les coupables de Sofia. Les prisons s'ouvrirent pour laisser sortir Stamboliski, le seul qui osa braver la colère du « tsar », et les délégués bulgares prirent aussitôt le chemin de Salonique, — la Canossa des Bulgares. Ferdinand de Cobourg s'enfuit à Vienne. Jamais le châtimement ne fut si prompt, ni la justice si triomphante.

Nous autres Serbes, nous serons les derniers à être surpris par l'écroulement subit de la « puissance » bulgare. Connaissant son caractère, nous n'en avons jamais exagéré la valeur. L'effondrement soudain de l'armée bulgare n'est pas dû uniquement à des causes militaires. La force de résistance d'un pays ne dépendant ni de son étendue, ni de la force de son armée, ni du nombre de sa population, mais de l'ensemble des conditions morales qu'un peuple doit posséder, nous n'attribuâmes jamais une importance excessive aux succès momentanés de la Bulgarie, dont nous attendions la fin prochaine avec une parfaite certitude. Car c'est à la force de caractère, c'est à la pureté de l'idéal moral, c'est à l'attachement des citoyens à cet idéal, c'est enfin au degré de la conscience, que se mesure la valeur d'un peuple et c'est de toutes ces conditions que dépend sa destinée.

La Bulgarie nouvelle, issue des victoires russes de 1876-1877, complétée par des territoires pris à ses voisins depuis, ne représentait qu'une agglomération d'éléments ethniques différents. Ces divers éléments n'avaient ni une conscience commune, ni les affinités morales indispensables à la formation d'une unité étatique et nationale durable.

Aussi la collectivité dont se trouva constitué le récent « empire » bulgare, comme celle dont fut formé l'ancien, portait en elle-même les germes de sa désagrégation. Tant que dura le succès, ces éléments hétérogènes, dont fut composée la Bulgarie se tinrent unis — et au prix de quels efforts encore! Mais avec le premier revers tout s'effondra comme touché d'une baguette magique.

La Bulgarie, dès son origine, ne fut qu'un Etat barbare dont la domination était purement politique et militaire. Aussi ne prit-elle jamais racine dans les pays envahis, ne laissant derrière elle que ravages et ruines. Cet Etat portait toujours un cachet provisoire et n'eut jamais qu'un caractère passager. On sait que les Bulgares, qui prirent pied dans les Balkans à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, étaient une tribu turque. Cet élément fut renforcé par trois migrations successives de tribus mongoles (Petchégnègues, Koumanes au XI<sup>e</sup> et Tartares au XIII<sup>e</sup> siècles).

Ces éléments, qui réussirent à conquérir les territoires de la Bulgarie en pénétrant jusqu'au sud de la Macédoine, subjuguèrent les populations indigènes slaves, sans jamais réussir à s'en assimiler ces éléments. Ils s'assimilèrent plutôt à ceux-ci, car les vaincus étaient supérieurs en culture aux vainqueurs.

L'édifice de l'Etat bulgare, bâti sur le sable, péchait par sa base. Le caractère du peuple bulgare n'était pas de nature à augmenter la confiance dans la solidité de cet édifice. Par trop matérialiste, il manquait d'assise morale. Les Bulgares, auxquels les principes ont toujours fait défaut, avaient considéré la politique comme un jeu, une spéculation, jamais comme une mission. Cette fois encore, ils ont joué gros jeu et ils ont perdu. L'enjeu n'en

celle qu'avait rêvée François-Ferdinand. Est-il besoin de prouver qu'une telle Yougoslavie servirait les intérêts austro-hongrois puisqu'elle resterait soumise aux Allemands et aux Magyars? Tout au contraire, la Yougoslavie qui serait créée par la Serbie, aidée et soutenue par nos grands alliés et fondée sur les principes inscrits dans la déclaration de Corfou, serait et resterait l'alliée éternelle des puissances de l'Entente qui luttent pour la formation des Etats nationaux et contre toute hégémonie, surtout contre celle venant de l'Allemagne.

Nous attendons une déclaration dans ce sens de tous nos alliés; elle s'impose par sa justesse, par nos buts de guerre communs, et surtout par la situation actuelle sur les champs de bataille et dans l'intérieur de l'Autriche-Hongrie.

était rien moins que l'honneur. Il s'agit maintenant de retirer la mise.

L'unique souci des Bulgares durant cette guerre était de se trouver aux côtés du plus fort. Dès qu'ils se sont aperçus que l'Allemagne avait cessé de l'être, ils se sont décidés à la capitulation pour obtenir le droit d'en appeler à la générosité des Alliés.

Leur dernière ambition était de trahir l'Allemagne, faisant une paix séparée au moins six mois avant cette dernière. Les événements les surprisent, bousculèrent leurs projets. Battus à plate couture et obligés de capituler, ils se flattent maintenant d'avoir au moins conclu la paix six jours avant leurs alliés turcs et six semaines avant les Austro-Allemands. En somme, c'est toujours autant de gagné.

Le pillage et le massacre étaient leur façon de faire la guerre, comme la duplicité, l'hypocrisie et le mensonge leurs moyens de faire la politique et de gouverner. Les Bulgares n'étaient jamais sincères, sauf quand ils disaient des mensonges, et les Alliés ont bien fait de prendre des garanties réelles contre un « revirement » possible de l'opinion.

La chute de « l'empire » bulgare, amenée par les dernières victoires serbes et alliées, est le symbole d'une vie nouvelle de liberté et de progrès dans les Balkans.

M. D. MARINCOVITCH.

## L'Italie et l'unité yougoslave

Le gouvernement italien a communiqué l'autre jour aux Alliés une déclaration formelle sur le problème serbo-croate et slovène. Nous y lisons que tous les membres du cabinet sont tombés d'accord sur une formule générale exprimant que le gouvernement italien regarde le mouvement des peuples yougoslaves pour la conquête de leur indépendance et pour leur constitution en un Etat libre, comme correspondant aux principes pour lesquels l'Entente combat, ainsi qu'aux buts d'une paix juste et durable. Malgré les termes généraux de cette formule on conviendra bien que la décision du gouvernement italien marque une étape remarquable dans l'évolution de la politique de l'Italie. Le pacte de Londres de 1915 fut conclu dans l'hypothèse de la conservation de l'Autriche-Hongrie. De puissantes influences s'opposaient depuis à l'élargissement des buts de guerre italiens, et il a fallu un effort énorme des patriotes italiens pour ramener l'Italie sur le chemin qu'elle aurait dû prendre dès le début. L'Italie officielle déclare aujourd'hui qu'elle soutiendra la lutte des Serbo-Croates et Slovènes vers la liberté. La seule arme qui restait dans les mains de l'Autriche pour combattre le mouvement yougoslave, se trouve ainsi paralysée et la presse ennemie n'aura plus le plaisir de s'égarer au spectacle attristant des discussions stériles italo-yougoslaves.

La formule italienne ne correspond pas exactement à ce que M. Pachitch a déclaré à Paris sur la nécessité de reconnaître à la Serbie le droit de libérer tous ses frères et à s'unir avec eux dans un Etat libre et indépendant. Ce désaccord a déterminé le « Corriere della Sera » du 28 septembre à préciser que la déclaration officielle italienne n'a pas d'autre sens que celui exprimé par M. Pachitch dans sa déclaration récente. Le « Corriere » constate qu'il ne peut en être autrement et que l'Italie qui a réalisé son unité nationale sous l'égide du Piémont, ne peut contester à la Serbie la mission que l'histoire lui a confiée et que lui ont reconnue les membres du Comité yougoslave, dans la déclaration de Corfou. La nation yougoslave doit se grouper autour de la Serbie, comme toute l'histoire serbo-croate et slovène l'indique. « Il serait trop pour le comité yougo-

slave, ajoute le « Corriere » de prétendre à être reconnu à l'instar du Comité tchéco-slovaque comme le représentant de la nation future. Ce comité n'exerce ni l'autorité ni ne possède le crédit et le prestige du comité tchéco-slovaque. Mais les Slaves du sud possèdent sous ce rapport quelque chose de plus organique et de plus fort qu'un comité, autour de quoi peut graviter le mouvement national: ils ont une nation sœur qui est déjà libre et indépendante et qui a été reconnue par les meilleurs esprits yougoslaves comme le porte-drapeau de la libération nationale. »

Notons encore l'opinion de M. S. Flesch (« Freie Zeitung » du 28 septembre) que la déclaration de Corfou ait perdu sa valeur intérieure, après la reconnaissance de l'unité yougoslave par le gouvernement italien, et que le comité yougoslave doit être reconnu comme représentant de la nation yougoslave. M. Flesch met le manifeste de Corfou sur le même pied que le pacte de Londres et il voudrait les écarter tous les deux à la fois. Cette opinion bizarre, produit de la mentalité plutôt destructive de son auteur, ne mériterait pas attention si elle n'était pas de nature à porter préjudice à l'œuvre si pénible de la délivrance des Yougoslaves du joug austro-magyar. La déclaration de Corfou est la plateforme serbo-croate et slovène, par opposition aux plans austro-magyars de réaliser une caricature de Yougoslavie. Même ceux parmi nos amis étrangers qui n'approuveraient pas tous les détails de cette déclaration, ne devraient pas, par des propos irréfléchis, affaiblir la base même de l'union serbo-croate et slovène. M. Flesch a, par son article, rendu un mauvais service à la cause yougoslave.

## Une voix raisonnable en Autriche

L'« Arbeiter Zeitung » du 22 septembre a publié, avec une franchise remarquable, un article véhément contre l'oligarchie des seigneurs magyars et en faveur de l'indépendance complète des Serbo-Croates et Slovènes. L'extrait suivant, que nous reproduisons, donne bien une idée de la mentalité lamentable des Magyars:

« C'est ainsi qu'on devrait faire même sans Wilson; tout Etat civilisé devrait adopter le principe que les conditions de vie des peuples, par exemple des Croates, Serbes et Slovènes, doivent être déterminées sur la base de leur libre assentiment et non d'après les intérêts matérialistes des Magyars, qui prétendent décider suivant leurs intérêts de puissance et de pouvoir. Mais qui demande ce que veulent les peuples yougoslaves? S'ils se hasardent à exprimer leur volonté sans être interrogés et sans permission, c'est naturellement une impertinence qu'il faut châtier, une haute trahison et une révolte: tout ce qui déplaît à nos classes de maîtres est qualifié de haute trahison contre laquelle on doit de suite employer la violence. Lorsque les Croates, Serbes et Slovènes déclarent qu'ils sont un peuple et qu'ils veulent former un Etat, on n'y voit nullement une raison de s'occuper de la volonté et de l'opinion du peuple directement intéressé, mais le prétexte cherché pour machiner des persécutions politiques contre ceux qui refusent d'organiser leur vie selon les besoins de la classe des seigneurs magyars. On proclame à la vérité le principe: sans annexions et sans contributions, mais on parle ouvertement d'annexer la Bosnie aux Magyars. En général, la Bosnie et l'Herzégovine sont condamnées à être muettes; quant à la Croatie, parce qu'elle ne veut pas se soumettre, elle est punie par la crise du ban provoquée par la violence, tandis que la question yougoslave devient un sujet d'énergie marchandage entre les gouvernements autrichien et magyar. On parle de réforme constitutionnelle, de liberté, de démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour finir c'est le comte Tisza qui se montre au premier plan! Déjà le fait que cet homme, qui est dans la plus large mesure complice des auteurs de cette guerre, peut continuer d'être aux honneurs et au pouvoir, est vraiment insupportable et montre seulement comment nous sommes insensibles aux dispositions et aux demandes du peuple et comment le profit momentané domine tous les vrais besoins. C'est la coterie des comtes magyars qui gouverne en Hongrie, quel que soit le nom des ministères, et par là elle gouverne aussi tous les peuples qui aspirent à la liberté et à l'indépendance. Mais surtout les temps sont passés où l'on partageait les peuples comme du bétail et aucune solution n'est possible en Autriche et en Hongrie, qui ne respectent pas le droit des peuples à décider, eux-mêmes de leur sort. »

## Le socialisme bulgare

Les socialistes « larges » ont tenu au commencement du mois de septembre une conférence de leur parti dans laquelle plusieurs résolutions ont été votées. La résolution « contre l'impérialisme et pour la paix durable » porte dans sa première partie les réflexions suivantes:

Au moment actuel, la conférence considère comme la tâche principale du parti social-démocrate de nous rapprocher de la paix démocratique en vertu d'un accord basé sur le droit des peuples de disposer de leur sort. Conformément à ce principe, le devoir de la politique bulgare consiste à réduire ses prétentions en se déclarant clairement contre l'anéantissement des Etats, qui doivent être rétablis, et en renonçant aux annexions des régions qui font partie intégrante des Etats voisins, ce qui serait au détriment de leurs intérêts vitaux et créerait des obstacles au rapprochement des Etats balkaniques tellement indispensable pour l'indépendance des Balkans et le développement paisible de ces peuples. La social-démocratie bulgare était et reste résolument opposée à l'impérialisme, qui tend à imposer ses intérêts dans la péninsule et à maintenir la discorde continue entre les populations des Balkans. Une politique de concorde et une solution des questions territoriales avec la Serbie, la Roumanie et la Grèce s'imposent impérialment.

Un programme raisonnable et qui laisserait supposer qu'au moins les socialistes bulgares sont guéris des folies annexionnistes. Mais cet espoir se trouve de suite déçu à la lecture du passage suivant de la même résolution:

La social-démocratie est contre la guerre de conquête et vise rapidement une rapide conclusion de la paix. Cependant, tant que l'ennemi est sur la frontière, quant l'occasion d'une irruption d'où résulteraient l'anéantissement et l'esclavage du pays, le suprême devoir dicté à l'armée et à la population est de défendre l'indépendance de la patrie.

C'est ce qui s'appelle le « socialisme » en Bulgarie!

## Nouvelles de la Serbie occupée

### Les artisans de la « grande Bulgarie »

La « Kambana » du 12 juin écrit, dans une correspondance de la Serbie occupée, qu'à la tête de la grande propriété modèle de Dobritchévo, qui appartient à l'Etat serbe, se trouve un certain Zaïmoff, fils de Stojan Zaïmoff, comitadj « très en vue ».

Le même journal dit dans son numéro du 17 juin que les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Paratchin sont remplies par un certain Doukoff, ancien comitadj.

## La politique en Autriche-Hongrie

### Et une voix magyare sur les Yougoslaves

Nous avons rappelé à plusieurs reprises que parmi les 7.000.000 de Magyars il n'y a pas un homme politique, pas un publiciste qui serait disposé à accorder aux Serbo-Croates la même liberté et la même indépendance dont jouissent les Magyars. Même Oskar Jaszi, le chef des démocrates magyars, a déclaré, lors de son séjour en Suisse, que la Hongrie ne veut pas renoncer à la possession des territoires serbo-croates. Or, il s'est trouvé dernièrement un Magyar, un seul, qui a osé renier cette idéologie étrange des Magyars et exprimer ses sympathies aux Serbo-Croates et autres peuples qui luttent pour l'indépendance et la liberté de leur race. Il l'a fait dans un article publié par la revue américaine « The New Republic » et auquel un de nos compatriotes, M. V. Savitch, a immédiatement répondu dans la même revue, numéro du 27 août. M. Savitch précise que la Voïvodina serbe, qui actuellement fait partie de la Hongrie, doit être rendue à la Serbie et unie à l'Etat serbo-croate-slovène, de même que la Transylvanie doit revenir inévitablement à la Roumanie. Le principe de nationalité l'exige, et la Hongrie composée uniquement de Magyars pourra vivre en paix avec la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie.

### Les Yougoslaves et la réforme de l'Autriche-Hongrie

Le « Jug » de Osiek parlant de la possibilité des réformes en Autriche-Hongrie, a fait, dans son numéro du 8 septembre, la constatation suivante:

« Nous ne croyons pas beaucoup à ce changement de la politique austro-hongroise et nous ne lui prêtons aucune importance particulière pour la solution de notre question nationale. La seule chose qui nous remplit de plaisir, c'est que l'union des Slaves et leur résistance ont réussi, aussi bien chez l'Entente que chez les puissances centrales, à faire reconnaître aux Slaves le droit à leurs Etats propres. Nous voyons que toute la race magyare et allemande, l'Etat yougoslave des Croates, Serbes et Slovènes est une affaire certaine et beaucoup d'indices surprenants montrent qu'il se réalisera même plus vite que nous n'osions l'espérer... »

Le même journal écrit dans son numéro du 5 septembre:

« Chaque nation a droit à son propre Etat, afin de pouvoir accomplir sa mission et jouer le rôle qui lui est assigné. »

L'Entente a eu l'intelligence de comprendre la juste des aspirations des Yougoslaves vers l'union et la liberté... (deux lignes censurées).

## La mort de M. Andra Nicolitch

On nous annonce la mort, après une courte maladie, de M. Andra Nicolitch, ancien ministre de Serbie à Paris et ancien président de la Skoupehtina.